



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

LES CONTRATS DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE : COMMENT ALLER PLUS LOIN ?

Fiche 7.1 Développer les pistes cyclables



Contrat de
Transition
Écologique

UN ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION

La part des déplacements à vélo en France est encore faible : seulement 3 % des déplacements quotidiens, quand la moyenne européenne est de plus du double. Pour favoriser son essor, le vélo doit être traité sur le même plan que les modes motorisés voire, dans certains cas, être prioritaire. L'enjeu primordial est de réussir à faire du vélo un moyen de transport à part entière.

Améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité des cyclistes est primordial et nécessite la réalisation d'aménagements cyclables de qualité. **L'extension des aménagements cyclables répond ainsi à des besoins à toutes les échelles de territoires : centre-ville, agglomération et villes moyennes, villages,** mais aussi au niveau régional en liaison avec les réseaux européens des EuroVélos pour proposer loisirs et tourisme verts. Rappelons que 60 % des déplacements en France font moins de 5 km, soit 20 minutes à vélo.

Avec le **Plan vélo du 14 septembre 2018**, le Gouvernement s'est engagé à tripler la part du vélo dans les déplacements quotidiens, afin d'atteindre 9 % en 2024, via une trentaine d'actions organisées en 4 axes pour répondre à autant de freins à l'usage du vélo : améliorer la sécurité, lutter contre le vol, créer un cadre incitatif à l'usage du vélo, créer une culture vélo.

Pour votre territoire, cette politique a de nombreuses retombées concrètes. Elle contribue en effet à améliorer la qualité de l'air, la santé des usagers, à désenclaver des zones rurales, à proposer une alternative peu onéreuse pour les utilisateurs comme pour la collectivité, tout en participant à un objectif plus large de lutte contre le changement climatique.

QUEL PLAN D'ACTIONS POUR VOTRE TERRITOIRE ?

■ 1^{re} étape : réaliser un diagnostic cyclable territorial

L'ensemble des données d'un territoire doivent être recensées afin de réaliser un diagnostic cyclable : les différents pôles générateurs de trafics, les aménagements et les itinéraires existants, la complémentarité avec les transports en commun, etc. Cet état des lieux doit permettre de déterminer les forces et les faiblesses d'un territoire engagé, ainsi que les besoins des usagers par rapport à leurs pratiques actuelles.



L'association du Pays Compiégnois a adopté son schéma directeur cyclable le 14 mars 2019. Son but principal est de mettre en place une politique cohérente sur l'ensemble du territoire. C'est pourquoi un recensement des intersections dangereuses, entre pistes cyclables et voies routières est en cours de réalisation. Pour en savoir plus, cliquez ici.


📞 **Aurore Kaddour**, directrice adjointe du Grand Compiégnois aurore.kaddour@grand-compiegnois.fr
03 44 37 31 15

■ 2^e étape : élaborer un schéma directeur cyclable

Intégrant une vision plus large que la seule pratique du vélo, en s'intéressant aux interactions avec l'ensemble des autres modes de déplacements, le schéma directeur cyclable est un outil de planification des actions à mettre en œuvre dans le but de répondre aux orientations d'aménagements localisées. Il doit définir les orientations de la politique de développement de l'usage du vélo, tout en garantissant la sécurité des usagers (traitement des intersections et des grands axes, potentiels conflits d'usage, stationnements et parkings, vols).



Le syndicat mixte des transports du bassin de Briey, dans le cadre de l'appel à projets « Vélos & Territoires », et pour la promotion des mobilités actives au sens large, élabore un schéma directeur cyclable qui sera transcrit dans le PLUI de deux intercommunalités. Pour en savoir plus, cliquez ici.

 **Arnaud Pinna**, directeur du Syndicat mixte ST2B
arnaud.pinna@st2b.fr 03 82 22 94 90

■ 3^e étape : rédiger un programme pluriannuel d'actions

Le programme pluriannuel d'actions doit idéalement aborder tous les aspects du système vélo pour que l'usage du vélo se développe effectivement :

- des fiches récapitulatives opérationnelles par itinéraire et un plan pluriannuel d'investissement permettant d'avoir une feuille de route des étapes à franchir pour la mise en œuvre opérationnelle ;
- des actions de développement du stationnement vélo (espace public, pôles générateurs de trafic, pôle d'échange, espaces privés) ;
- des actions de sensibilisation et de promotion du vélo vers les habitants et les employeurs (apprentissage du vélo à l'école, fête du vélo, communication) ;
- le développement de service vélo (location, aide à l'achat, développement de commerces) ;

- des actions de promotion de l'usage du vélo en tant qu'employeur (mise à disposition de flotte de vélos, forfait mobilité durable) et gestionnaire de site (école, établissements recevant du public).

QUELS ACTEURS POUR VOUS ÉPAULER ?

Les services de l'État, tels que les DREAL ou France Mobilités, et les **établissements publics** tels que l'Ademe et le Cerema peuvent utilement être contactés. Les associations de collectivités locales mettent également des ressources précieuses à disposition : le club des villes et territoires cyclables et Vélo & Territoires.

La consultation d'associations de cyclistes, nombreuses sur le territoire, est un atout précieux. Leur expertise d'usage permet de **recueillir les retours d'expériences et propositions** sur la sécurité, les itinéraires qu'ils empruntent, mais aussi les aménagements qu'ils souhaiteraient voir mis en place.

Les citoyens sont également des acteurs moteurs d'un territoire, les impliquer dans la définition de la stratégie territoriale de développement du vélo peut être un moyen efficace de les sensibiliser aux enjeux de la Transition écologique et solidaire.



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*